



Syndicats étudiants : questions de points de vues

Quelles sont d'ores et déjà les priorités de la rentrée et celles qui commencent à se dessiner pour l'année à venir ?

La CNT : La réforme des universités, sans aucun doute. Le fait d'avoir un conseil d'administration restreint et un plus grand pouvoir aux présidents d'universités, nous effraie beaucoup. La possibilité d'embaucher plus de vacataires remet selon nous en cause la mission de service public de l'université. De plus, le partenariat entre les universités et des entreprises privées, qui peuvent avoir un regard sur le contenu pédagogique, est aussi inquiétant. On risque de voir des formations qui ne correspondraient plus qu'aux besoins des entreprises dans le bassin économique local. Je pense par exemple à ce que l'on appelle le « Master Carrefour », qui forme clairement des cadres pour cette entreprise. Or la mission de l'université est de nous donner des diplômes valables dans un cadre national.

Pour les autres projets, nous faisons désormais partie du Réseau Universités Sans Frontières (RUSF), qui défend les étudiants étrangers, sans-papiers... qui ont des difficultés avec l'administration.

Confédération étudiante (pour la Région Bretagne) : Pendant la campagne présidentielle on avait mené un gros dossier sur l'insertion professionnelle et on a réussi à avoir un amendement de la loi à ce sujet. 200 000 étudiants étaient derrière nous pour que l'insertion devienne la troisième mission des universités. C'est chose faite. Maintenant que c'est mis dans la loi, reste à savoir si c'est vraiment pratiqué au niveau des universités. Les étudiants doivent pouvoir connaître les taux de débouchés des licences ; après un Master... sans avoir à demander une aide extérieure.

Concernant la loi sur les universités, a priori, nous n'avons aucune raison de revenir dessus, puisque nous avons obtenu ce que nous attendions. Elle concerne la gouvernance des universités, or je pense que ce n'est pas aux étudiants de décider comment une université se gouverne.

SLB Skol-Veur : Il y a un mouvement qui est en train de se faire en ce moment avec les autres formations de la faculté sur la loi d'autonomie. Mais nous travaillons aussi sur la précarité étudiante : les problèmes de logements, de transports... il y a un vrai manque à ce niveau.

Sud étudiant : La priorité est claire et nette : c'est la réforme des universités et nous avons bien l'intention de nous mobiliser. Certes il y a des choses à revoir sur le fonctionnement, mais ce n'est pas avec cette réforme et cette privatisation qu'on va les régler. Les problèmes viennent d'abord d'un manque d'organisation. Nous souhaitons l'abrogation de cette réforme.

Comme nous faisons partie de Solidaire, nous allons aussi nous investir dans la lutte salariale, qui concerne aussi les étudiants : les retraites dans la fonction publique, la franchise médicale, les cadeaux fiscaux...

Enfin, nous faisons également partie de RUSF et je pense que nous aurons beaucoup à faire cette année étant données les dérives au niveau de la traque des sans-papiers.

UNEF : En ce moment il y a plusieurs choses, notamment une campagne sur la baisse du pouvoir d'achat des étudiants, la revalorisation et la rénovation universitaire. Il y a de nombreux problèmes à régler : pas assez de cités U, les bourses qui ne tombent qu'en octobre... Rennes suit à peu près la même logique que partout en France sur ces points.

Et puis évidemment la loi sur les universités. Pour nous cette réforme est dangereuse et pose plusieurs questions démocratiques, notamment au niveau de la fragilité du personnel.

Que pensez-vous des propos tenus par Marc Gontard, selon lesquels seul l'UNEF serait un syndicat responsable, concernant notamment la loi sur la réforme ?



La CNT : Déjà, l'amalgame fait entre la CNT / SUD et le blocage des universités nous fait bien rire. C'est étonnant de l'entendre, lui qui était en première ligne du conflit CPE, dire que seulement deux syndicats qui représentent une minorité, aient pu manipuler 20 000 étudiants ! Mais ce qui est plus grave c'est qu'il a l'air de vouloir bâillonner les syndicats minoritaires en demandant aux étudiants de ne pas les écouter. Pour quelqu'un qui se dit ouvert à la discussion...

Cé Région Bretagne : S'il pense que l'Unef est le seul syndicat crédible, OK. Pourquoi alors la question de l'insertion n'a jamais été soulevée par eux, alors que 96% des étudiants se sont exprimés en sa faveur ? De même en ce qui concerne les bourses. Avant les vacances, l'UNEF se félicitait d'une augmentation de 2% accordée sur chaque bourse. Or, pour l'échelon le plus élevé, cela ne représente que six euros de plus. Un syndicat étudiant, qui plus est majoritaire, doit-il se contenter de cela ? Aujourd'hui nous

sommes deuxième à Rennes, nous avons obtenu cet amendement, alors si Marc Gontard ne trouve pas cela assez sérieux... En tous cas, je trouve cela dommage qu'un président d'université prenne cette position. C'est un peu complaisant.

SLB Skol Veur : On n'y fait pas attention. C'est plus un effet d'annonce. On sait qu'on peut quand même travailler avec lui sans trop de difficultés. Il a dû dire ça pour calmer les esprits, on ne va pas lancer la polémique là-dessus.

Sud étudiant : Je suis assez déçue. La discussion lors de notre rencontre avec lui a été très calme, très sereine et derrière ça, on se fait traiter d'irresponsables. Pourtant je pense que sur les questions de fond concernant cette loi, il était lui aussi plutôt contre. Là où il n'a pas été très réglo, c'est que l'UNEF ne s'est pratiquement pas exprimée sur cette loi et que la CNT, qui est pourtant représentative, n'a pas été invitée. Nous n'avons pas trop digéré ce petit coup de Trafalgar, mais nous restons malgré tout ouverts à la discussion. (NDLR : le syndicat demande des excuses pour ce "dérapiage" à travers un communiqué)

UNEF : Oui, je pense que nous sommes l'un des syndicats les plus responsables, notamment concernant la réforme des universités. Nous n'appelons pas au retrait ni à l'abrogation de cette loi mais à la vider du continu qui ne nous convient pas. Sud et les autres syndicats sont plus dans la lutte. Nous n'avons pas tous les mêmes problématiques, les mêmes façons de travailler.

Selon vous, l'engagement syndical des étudiants est-il assez fort ? Que faudrait-il pour les motiver à se syndiquer ?



La CNT : En ce qui nous concerne, le nombre ne nous convient pas : notre syndicat est en dessous de la moyenne nationale qui n'est déjà pas très élevée. Comment les attirer ? Cela passe par un affichage, une présence constante ; le fait d'être disponible et accessible. Il faut aussi savoir écouter ce que les étudiants attendent de nous, ce qui n'est pas toujours évident. Et puis il faut relativiser la faiblesse des effectifs parce qu'il y a beaucoup de sympathisants qui gravitent autour, même s'ils n'ont pas leur carte.

Cé Région Bretagne : Depuis le CPE le nombre d'étudiants syndiqués ne cesse d'augmenter. 1/3 de ceux qui s'inscrivent adhèrent à la Confédération étudiante. Nous n'avons pas encore atteint notre vitesse de croisière, car nous avons moins de cadres, moins de moyens, mais ça vient. Ce qui fait fuir les étudiants, c'est la sensation d'être embrigadés. Un syndicat qui incite par exemple à ne pas voter pour tel candidat aux présidentielles, ce n'est pas normal. En arrivant à l'université à 17 ans tu n'as pas encore le droit de vote et on te dit déjà d'adhérer ou de rejeter tel parti ? À partir du moment où le discours est républicain, démocratique et qu'il ne prône pas la haine, il n'y a pas de problème pour

nous. Chacun a le droit d'adhérer à ce qu'il veut, ce n'est pas aux syndicats de leur dicter leurs conduites.

SLB Skol Veur : Il n'y a jamais assez de syndiqués. Mais le fait de ne pas avoir sa carte n'empêche pas de rester attentif à ce qui se passe. Avec une bonne pédagogie, quand les choses sont bien présentées, on arrive à mobiliser très large.

Sud étudiant : La meilleure période pour motiver les étudiants est de loin celle des mobilisations car il y a une sensibilité plus accrue que durant l'année universitaire classique. Ensuite de notre part il faut un investissement collectif de chacun dans le fonctionnement du syndicat, sans hiérarchie. Il faut arrêter le rabâchage, les discours rédigés par les bureaux nationaux, appris par coeur et recrachés par les militants.

UNEF : 1% seulement des étudiants sont syndiqués, alors bien sûr que ça me semble insuffisant. Même si l'Unef est le syndicat majoritaire, nous ne sommes jamais assez nombreux. Ce n'est pas évident de se faire connaître, d'autant que tous les syndicats ne proposent pas la même chose. Il faut expliquer aux jeunes l'utilité d'un syndicat car il y a beaucoup d'a priori ; les informer, se bouger, faire passer l'info. À l'Unef nous sommes avant tout un syndicat d'adhérents, plus que de militants, où tout le monde peut s'investir.